

Question

Au 1^{er} janvier 2011 est entrée en vigueur la nouvelle loi sur la péréquation intercommunale. Cette nouvelle loi adoptée par le Grand Conseil puis votée par le peuple fribourgeois a créé pas mal de surprises et ceci surtout dans les communes de 6^e classe. Plusieurs hypothèses ont été publiées. Celles-ci laissent apparaître des différences importantes. J'en veux pour preuve le tableau ci-dessous :

Communes	Classe	Chiffres publiés				Chiffres réels selon tableau annexé	Différences constatées	
		Loi du 16.11.09 Base 2008	Hypothèses 2009	Hypothèses 2010	Hypothèses 2011		Montant	en %
Haut-Intyamon	6	-(45'914)	-(100'886)	-(116'538)	-(129'851)	-(179'832)	-(133'918)	291.67 %
Cerniat	6	13'338	-(2'556)	-(11'825)	-(15'456)	-(29'506)	-(42'844)	321.22 %
Jaun	6	61'070	33'077	14'721	11'813	6'994	-(54'076)	88.55 %
Vaulruz	6	53'587	-(108'491)	-(123'251)	-(162'214)	-(237'458)	-(291'045)	543.13 %
Sorens	6	50'769	37'831	49'084 (passage de classe 5 à 6)	-(123'282)	-(2'539)	-(53'308)	105.00 %
Morlon	4	51'315	144'578	128'611	54'971	108'677	57'362	111.78 %

Ces chiffres concernent exclusivement des communes grüériennes pour lesquelles j'ai obtenu ou trouvé les informations.

Le tableau ci-dessus laisse apparaître des différences importantes entre les prévisions 2008 qui ont permis d'accepter la loi et surtout entre les hypothèses 2011 et les chiffres réels des budgets des communes. Le tableau annexé permet également de cerner les surprises de certaines communes en dressant leur budget et en le comparant à celui de 2010.

Ces constatations m'amènent à poser les questions suivantes :

- Comment explique-t-on les différences importantes :
 - entre les prévisions 2008 et celles remises aux communes pour leur budget 2011 ?
 - entre les prévisions 2011 et les chiffres des budgets des communes ?
 - entre les budgets 2011 et 2010 des communes (tableau annexé) ?
- Peut-on détailler quelques chiffres pour illustrer ces différences ?

Mes exemples laissent apparaître que les communes en classe 6 semblent être les plus pénalisées par le nouveau système de péréquation. Pouvez-vous donner d'autres exemples et des explications ?

Quelles mesures entend prendre le Conseil d'Etat pour corriger les distorsions constatées ?

Communes

Annexe à la question écrite

COMPARAISON DES CHARGES LIEES ENTRE LES BUDGETS 2010 ET 2011

	SORENS		HAUT-INTYAMON		CERNIAT		MORLON		JAUN		VAULRUZ		
	B 2010	B 2011	B 2010	B 2011	B 2010	B 2011	B 2010	B 2011	B 2010	B 2011	B 2010	B 2011	
Classe	5	5	6	6	6	6	4	4	6	6	6	6	
Nombre d'habitants	920	920	1'433	1'433	327	327	600	600	700	700	946	980	
<u>Charges liées</u>													
20.351.0	Ecole enfantine	64'712	79'607	69'896	120'716	15'879	27'546	40'600	52'000	34'387	58'968	46'078	82'555
	<i>Par habitant</i>	70	87	51	87	49	84	68	87	49	84	49	84
21.351.0	Ecole primaire	287'201	392'318	304'356	594'911	69'143	135'754	288'600	254'000	149'739	290'605	200'642	406'848
	<i>Par habitant</i>	312	426	221	431	211	415	481	423	214	415	212	415
22.351.0	Institutions spécialisées (écoles)	100'663	133'816	125'941	202'919	28'611	46'305	90'000	86'500	61'961	99'122	83'024	138'772
	<i>Par habitant</i>	109	145	91	147	87	142	150	144	89	142	88	141
23.351.0	Formation professionnelle	6'600	9'192	29'825	18'732	2'664	3'580	5'200	5'300	12'220	10'640	14'000	19'524
	<i>Par habitant</i>	7	10	22	14	8	11	9	9	17	15	15	20
30.351.0	Conservatoire	38'318	34'248	29'092	30'217	7'338	7'518	13'000	16'800	1'630	2'100	30'981	32'577
	<i>Par habitant</i>	42	37	21	22	22	23	22	28	2	3	33	33
41.351.0	Soins spéciaux	88'997	131'305	111'346	199'109	25'925	45'435	79'000	85'000	54'780	97'262	73'403	136'167
	<i>Par habitant</i>	97	143	81	144	79	139	132	142	78	139	78	139
55.531.0	Part. institutions spéc.	171'500	225'989	214'566	342'689	48'745	78'199	153'000	146'000	105'563	167'400	141'449	234'358
	<i>Par habitant</i>	186	246	155	248	149	239	255	243	151	239	150	239
58.351.1	Avances contrib. Entretien	3'194	5'432	2'461	8'236	559	1'879	4'100	3'500	1'211	4'023	1'622	5'632
	<i>Par habitant</i>	3	6	2	6	2	6	7	6	2	6	2	6
65.351.0	Trafic régional	20'074	23'245	43'551	49'558	4'396	5'436	8'500	9'200	14'234	17'465	37'314	41'411
	<i>Par habitant</i>	22	25	32	36	13	17	14	15	20	25	39	42
		781'259	1'035'152	931'033	1'567'087	203'260	351'652	682'000	658'300	435'725	747'585	628'513	1'097'844
- Péréquation													
	Ressources		-(215'393)		-(404'447)		-(113'823)		-(83'754)		-(262'813)		-(201'669)
	Besoins		-(41'039)		-(51'775)		-(5'063)		-(1'223)		-(42'053)		-(30'204)
Net		781'259	778'720	931'033	1'110'865	203'260	232'766	682'000	573'323	435'725	442'719	628'513	865'971
Augmentation			-(2'539)		179'832		29'506		-(108'677)		6'994		237'458
			-0.325%		19.315%		14.516%		-15.935%		1.605%		37.781%

Réponse du Conseil d'Etat

Remarques générales

Le système précédent de solidarité entre les communes – la classification – a été introduit en 1976 et révisé en 1990. Au fil du temps et de l'évolution des relations financières entre l'Etat et les communes, il a perdu une partie de son efficacité et de sa pertinence et manquait de transparence. Ces défauts ont été jugés suffisamment importants pour que la péréquation intercommunale fasse l'objet d'une révision totale. Par ailleurs, la Constitution du canton de Fribourg contient une disposition consacrée à la péréquation qui prévoit que l'Etat prenne des mesures pour atténuer les effets des disparités entre les communes, en instaurant notamment une péréquation financière. L'objectif de cette nouvelle loi est d'améliorer le système de solidarité entre les communes et d'instaurer une péréquation directe, composée de deux instruments distincts : la péréquation des ressources et la péréquation des besoins.

Il est important de rappeler les principes généraux de la loi du 16 novembre 2009 sur la péréquation financière intercommunale (LPFI) (RSF 142.1). L'abandon du système de classification dans les clés de répartitions intercommunales aux dépenses cantonales, communément appelées « charges liées » cantonales, implique que dorénavant toutes les répartitions seront calculées en fonction de la seule population légale. En d'autres termes, toutes les répartitions intercommunales seront calculées en franc par habitant et identiquement proportionnelles dans toutes les communes.

En compensation de l'abandon du système indirect de classification, les communes financièrement fortes (communes contributrices) alimentent directement un fonds de péréquation des ressources (24,5 millions de francs pour l'année 2011) dont bénéficient les communes financièrement plus faibles (communes bénéficiaires) déterminées par un indice du potentiel fiscal (IPF) inférieur à 100,00 points. Il est à relever que ce montant de 24,5 millions de francs correspond au volume des effets péréquatifs analysés. En complément, un montant de 12,25 millions de francs, financé entièrement par l'Etat, est octroyé à toutes les communes au titre de la péréquation des besoins.

On rappellera également que le nouveau système a pour avantage de supprimer les sauts de classe et les conséquences financières importantes pour les communes lors d'un changement de classe, à la hausse ou à la baisse. Les incertitudes financières qu'elles connaissaient sont donc fortement atténuées, notamment lors de l'établissement de leur planification financière.

Enfin, il paraît utile de mentionner que, lors de l'assemblée générale de l'Association des communes fribourgeoises qui a eu lieu le 6 novembre 2010 à Châtel-Saint-Denis, le syndic de Haut-Intyamont invitait les communes à une discussion avec le Conseiller d'Etat-Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts et le Service des communes relative aux résultats de la péréquation financière intercommunale, principalement axée sur les effets du changement de système. La séance a été organisée le 1^{er} décembre 2010, dix communes y étaient représentées ; en parallèle sept communes n'ayant pas participé à cette séance et une association de communes ont sollicité le Service des communes pour obtenir des explications sur les résultats, informations qui leur ont été transmises par courrier.

Réponse aux questions

Évolution des prévisions 2008 à 2011

Se basant sur des tableaux chiffrés, le député Jean-Louis Romanens constate des différences importantes entre les prévisions des effets du changement, publiées avant l'entrée en vigueur de la péréquation financière (hypothèses 2008, 2009 et 2010), et les effets calculés pour le budget 2011. En ce qui concerne les chiffres du tableau annexé à la question, le Conseil d'Etat ne peut se prononcer sur leur pertinence: les données mentionnées sont incomplètes et ne reflètent donc pas l'exhaustivité des charges liées cantonales.

En ce qui concerne le tableau intégré dans la question, il apparaît important d'en corriger certaines données. En effet, les chiffres mentionnés dans la première colonne « *Loi du 16.11.09 – Base 2008* » proviennent des tableaux transmis au Grand Conseil pour la session traitant de la loi sur la péréquation financière intercommunale. Après l'adoption de la loi par le Grand Conseil, ces données ont été mises à jour et publiées sur le site du Service des communes pour la votation du 7 mars 2010. De plus, les montants inscrits dans les trois dernières colonnes « *Chiffres réels selon tableau annexé* », « *Différences constatées* », *en francs et en %*, sont des données extraites vraisemblablement des budgets communaux qui mélangent l'effet du changement de système et l'effet de l'augmentation des charges liées ; pour cette raison et du fait qu'ils ne peuvent être vérifiés en l'état, ils ne sont pas repris dans le tableau corrigé ci-dessous. Par contre, les deux exemples illustratifs présentés ci-après permettent une analyse pertinente et distincte des deux effets financiers du changement de système et de l'augmentation réelle des dépenses.

Enfin, il est utile de compléter le tableau pour les communes qui, à l'instar de Sorens, ont également connu un changement de classe durant la période analysée 2008 à 2011 :

Communes	Classe 2011	Chiffres publiés			
		Hypothèses 2008	Hypothèses 2009	Hypothèses 2010	Hypothèses 2011
Haut-Intyamou	6	-53'333	-100'886	-116'528	-129'851
Cerniat	6	6'377	-2'556	-11'825	-15'450
Jaun	6	51'313	33'077	14'721	11'813
Vaulruz	6	50'983	-108'491	-123'251	-162'214
		passage de classe 5 à 6			
Sorens	6	51'201	37'831	49'084	-123'282
		passage de classe 5 à 6			
Morlon	4	48'933	144'578	128'611	54'971
		passage de classe 4 à 3			
		passage de classe 3 à 4			

On rappellera, en premier lieu, une des thèses fondamentales qui a guidé tous les travaux préparatoires et de mise en œuvre de la péréquation financière : les calculs des résultats et les effets sur les communes doivent être transparents et publiés. C'est pourquoi le Service des communes a régulièrement mis à jour et publié les hypothèses des effets du changement de système dès lors que de nouvelles données officielles étaient connues.

Les variations annuelles importantes s'expliquent principalement par l'évolution des dépenses cantonales, et par conséquent des participations communales y relatives. Le tableau des flux financiers entre les communes et l'Etat (*Annexe 1*) analyse, par domaines et pour les années 2008 et 2009 (comptes), et 2010 et 2011 (budgets), l'évolution des participations communales aux dépenses cantonales. En complément sont intégrés les flux financiers entre l'Etat et les communes (subventions cantonales de fonctionnement, compensations périodiques, etc.).

Globalement, les flux financiers entre les communes et l'Etat ont évolué de 292,1 millions en 2008, 308,2 millions en 2009, 327,5 millions en 2010 à 348,2 millions en 2011, soit une augmentation annuelle variant entre 16,1 millions (+5,53 %) à 20,7 millions de francs (+6,32 %). Les domaines dont l'augmentation en coûts réels est la plus importante sont les dépenses pour les institutions

spécialisées pour enfants et adultes (+6,1 à +8,0 millions), pour l'école primaire (+2,2 à +6,2 millions) et pour les soins spéciaux dans les EMS (+1,0 à +5,9 millions).

Deux exemples illustratifs

Les répercussions sur les communes peuvent varier fortement en fonction de leur classification (soit de leur position dans l'ancien système). Pour illustrer ces constats, les *Annexes 2* et *3* analysent, sur la période 2008 à 2011, les effets de l'évolution ainsi que du changement de système (entre 2010 et 2011) pour deux communes : Morat, située en classe 3 durant cette même période, et Haut-Intyamou en classe 6. Les chiffres mentionnés proviennent des comptes et budgets transmis au Service des communes ; pour ces deux exemples, l'explication des effets entre 2010 et 2011 est la suivante :

Annexe 2 : Morat

En dernière page du document, on constate une diminution de la participation de Morat aux charges liées cantonales entre 2010 et 2011 de 680 800 francs ; elle est compensée de sa contribution à la péréquation des ressources (commune contributrice) de 660 858 francs et de l'attribution du montant de la péréquation des besoins (toutes les communes bénéficiaires) de 274 265 francs.

La diminution nette de 294 207 francs s'explique, pour une part, par l'abandon du système de classification : en tant que commune contributrice du système de classification en 2010, les participations aux dépenses cantonales diminuent de 554 884 francs (effet du changement de système). D'autre part, l'augmentation réelle des participations de Morat aux dépenses cantonales peut être évaluée à 260 677 francs, soit +4,17 % par rapport à 2010 (pour l'ensemble des communes : +20,7 millions, soit +6,32 %).

L'analyse du poids des charges liées cantonales, que la commune ne peut pas influencer, est présentée dans le dernier cadran « *ANALYSE DER ERGEBNISSE* ». On constate que les charges liées se situent dans une proportion relativement stable légèrement supérieure à 20 % du total des charges structurelles de fonctionnement.¹ Le poids des charges liées en fonction des produits structurels de fonctionnement se situe dans les mêmes proportions.

Une dernière analyse permet d'évaluer l'effet du changement de système en points d'impôts. On relèvera que les hypothèses relatives à l'année 2008 est la plus pertinente, étant donné que seule cette statistique fiscale est connue ; ainsi l'effet positif du changement de système correspondrait à une diminution potentielle du coefficient d'impôt d'environ 1,5 point.

Annexe 3 : Haut-Intyamou

On constate une augmentation de la participation de Haut-Intyamou aux charges liées cantonales de 664 587 francs ; elle est compensée partiellement par l'attribution du montant de la péréquation des ressources (404 447 francs – commune bénéficiaire) et du montant de la péréquation des besoins (51 775 francs).

L'augmentation nette de 208 365 francs s'explique en premier lieu par l'abandon de la classification : en tant que commune bénéficiaire de la classification en 2010, les participations aux dépenses cantonales augmentent dès 2011 de 129 851 francs (effet du changement de système). De plus, l'augmentation réelle des participations de Haut-Intyamou aux dépenses cantonales peut être évaluée à 78 514 francs, soit +8,07 % par rapport à 2010.

On constate dans l' « *ANALYSE DES RÉSULTATS* » que le poids des charges liées en proportion des charges ainsi que des produits structurels de fonctionnement se situe au-dessous de 20 %. Il est en augmentation en 2011 ; la participation plus importante de Haut-Intyamou aux dépenses cantonales s'explique par l'abandon du critère péréquatif dans les répartitions intercommunales.

¹ La diminution constatée en 2009 s'explique principalement par une nouvelle répartition régionale des dépenses pour l'école primaire, selon les nouveaux critères, adoptés par la convention qui lie les communes membres de l'entente.

L'effet négatif du changement de système (hypothèses 2008) supposerait une augmentation des coefficients d'impôts directs d'environ 1,9 point.

Effet sur les communes à faible capacité financière

L'argument selon lequel la nouvelle péréquation pénalise les communes en classe 6 n'est pas et n'a jamais été contesté et se confirme dans le tableau annexé (*Annexe 4*). Cependant il apparaît nécessaire de rappeler que le calcul de l'indice de capacité financière (ICF) – indice qui déterminait la classe de la commune – ne distinguait pas, contrairement à la péréquation actuelle, les critères des ressources et ceux des besoins. Dans ces conditions il semble pertinent d'examiner des indicateurs financiers plus significatifs, dans le contexte du nouveau système péréquatif, que ceux de la classification des communes.

Le calcul de la péréquation des ressources se base sur le potentiel fiscal des communes. En d'autres termes, en attribuant aux communes des coefficients d'impôts normés, leur potentiel fiscal est comparable. Les coefficients d'impôts, fixés de manière autonome par la commune en fonction de ses besoins en ressources fiscales, représentent dès lors un indicateur pertinent de sa capacité financière : plus sa capacité financière est élevée, plus ses coefficients d'impôts sont bas, et inversement.

Ainsi, une première analyse de la variation des coefficients d'impôts entre 2010 et 2011² démontre que l'introduction de la nouvelle péréquation n'a pas eu, de manière générale, pour conséquence une augmentation des coefficients d'impôts pour les communes connaissant déjà une charge fiscale importante :

<i>Diminution des coefficients d'impôts – personnes physiques</i>				
	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>variation</i>	<i>IPF 2011</i>
Sévaz	75.0	70.0	-5.0	105.47
Auboranges	70.0	67.0	-3.0	75.43
Le Châtelard	95.0	91.5	-3.5	58.96
Grangettes	90.0	87.0	-3.0	68.19
Matran	67.0	65.0	-2.0	110.82
Tafers	78.0	75.0	-3.0	100.33

<i>Augmentation des coefficients d'impôts – personnes physiques</i>				
	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>variation</i>	<i>IPF 2011</i>
Chapelle (Glâne)	71.5	75.0	3.5	98.33
Mézières	77.1	83.0	5.9	63.12
Cerniat	96.0	100.0	4.0	58.66
Autigny	81.2	90.0	8.8	73.16
Chésopelloz	50.0	60.0	10.0	197.32
Ferpicloz	35.0	50.0	15.0	452.04
Pierrafortscha	75.0	85.0	10.0	138.31
Le Glèbe	80.0	89.0	9.0	73.72
Kerzers	82.1	85.0	2.9	92.00
Muntelier	48.7	58.0	9.3	172.99

² L'analyse s'appuie sur les coefficients d'impôts sur les personnes physiques uniquement, constatant que, parmi les huit types d'impôts pris en compte dans le calcul de la péréquation des ressources, ils représentent plus de 60% du potentiel fiscal total.

En effet, entre 2010 et 2011, six communes ont décidé une diminution des coefficients d'impôts sur les personnes physiques, dont deux communes avaient des coefficients supérieurs à 90%.

Dans le même temps, dix communes ont augmenté leurs coefficients ; parmi ces dernières, quatre communes avaient des coefficients supérieurs égaux ou supérieurs à 80%. S'il est admis que certaines des communes les plus fortement contributrices dans la péréquation des ressources augmentent leurs coefficients d'impôts dès 2011 en raison du changement de système, cela ne se vérifie pas nécessairement pour les autres. En effet, la situation financière structurelle de certaines communes explique en grande partie la contrainte à hausser leurs coefficients.

Une seconde analyse relative aux effets du changement de système de la classification à la péréquation (*Annexe 4*) permet d'infirmer l'argument selon lequel, de manière générale, les communes connaissant des coefficients d'impôts élevés sont préférentiellement touchées par le nouveau système de péréquation. L'analyse prend en considération les coefficients d'impôts décidés au 1^{er} janvier 2011 et l'effet du changement de système calculé en francs par habitant (selon les chiffres publiés sur le site internet du Service des communes : www.fr.ch/scom sous la rubrique *Péréquation financière* → *Résultats 2011* → *Effets nets classification 2011 – péréquation 2011*) :

- > Parmi les communes dont l'effet financier du changement de système est négatif de plus de 100 francs par habitant, 12 communes ont des coefficients d'impôts sur les personnes physiques inférieurs à 80%, 11 communes ont des coefficients égaux ou supérieurs à 80%.
- > Parmi les communes dont l'effet financier négatif se situe entre 50 et 100 francs par habitant, 5 communes ont des coefficients d'impôts inférieurs à 80%, 19 communes ont des coefficients plus élevés.
- > Enfin, l'effet financier positif du changement de système concerne 97 communes, dont 50 connaissent des coefficients égaux ou supérieurs à 80%.

Renforcement des centres

L'objectif principal de cette nouvelle péréquation, voulant améliorer le système de solidarité entre les communes, s'appuyait notamment sur une redistribution plus favorable aux communes centres par le biais de la péréquation des besoins. En général, il était constaté que les communes centres contribuaient fortement financièrement au système de classification. La péréquation des besoins doit corriger en partie les charges supplémentaires liées à l'habitat en zone urbaine et à la fonction de ville centre. Elle prend également partiellement en compte les besoins spécifiques qu'occasionnent certains groupes socio-démographiques (enfants en âge de scolarité obligatoire, personnes âgées) par rapport à la population communale.

Il est cependant à relever que la péréquation des besoins est un instrument complémentaire qui met à disposition de toutes les communes un montant supplémentaire par rapport à la classification, montant financé uniquement par l'Etat.

Péréquation et fusion de communes

Enfin, le Conseil d'Etat a examiné une question récurrente relative aux conséquences de la péréquation sur les fusions de communes. Sur la base de divers projets de fusions analysés à géométrie variable (fusions de 2 jusqu'à 9 communes), il en ressort que le calcul des nouveaux indices « fusionnés » du potentiel fiscal (IPF – indices des ressources) et synthétiques des besoins (ISB – indices des besoins) n'a pas d'effet significatif sur les montants de la péréquation. En d'autres termes, les IPF et les ISB sont recalculés pour la commune fusionnée, mais la fusion n'influence en aucune manière les indices des autres communes ; seule la redistribution des montants peut varier, mais dans une faible mesure et quelle que soit la taille – nombre de communes ou nombre d'habitants – de la fusion. Il a été veillé dès le départ à cette « quasi » neutralité.

Loi évolutive

On rappellera que la loi sur la péréquation financière intercommunale est une loi évolutive. Elle fera ainsi l'objet d'évaluations périodiques, la première fois après trois ans, ensuite tous les quatre ans. Cela suppose notamment que les objectifs de chaque instrument (péréquation des ressources et péréquation des besoins), que la pertinence des critères retenus ainsi que leur pondération seront réexaminés afin de corriger les éventuelles distorsions du nouveau système (art. 20 LPFI).

En conclusion, le Conseil d'Etat n'entend pas prendre de mesures, la loi étant susceptible d'être adaptée à la suite de la première évaluation.

Fribourg, le 17 mai 2011

FLUX FINANCIERS ENTRE LES COMMUNES ET L'ÉTAT - 2008 à 2011

Annexe 1

	Comptes 2008	Comptes 2009	variation 2008-2009	en %	Budget 2010	variation 2009-2010	en %	Budget 2011	variation 2010-2011	en %
Flux communes → État										
Flux État → communes										
1 Ordre public										
Total	797'780	729'216	-68'564	-8.59%	789'400	60'184	8.25%	756'650	-32'750	-4.15%
Total	103'435	149'752	46'317	44.78%	134'800	-14'952	-9.98%	158'000	23'200	17.21%
2 Enseignement et formation										
École enfantine	15'085'518	16'616'647	1'531'129	10.15%	22'068'690	5'452'043	32.81%	23'010'898	942'208	4.27%
Contribution canton pour école enfantine	0	9'999'990	9'999'990		10'000'000	10	0.00%	10'000'000	0	0.00%
<i>Flux net communes → État</i>	<i>15'085'518</i>	<i>6'616'657</i>	<i>-8'468'861</i>	<i>-56.14%</i>	<i>12'068'690</i>	<i>5'452'033</i>	<i>82.40%</i>	<i>13'010'898</i>	<i>942'208</i>	<i>7.81%</i>
École primaire	101'373'825	107'609'072	6'235'247	6.15%	109'775'207	2'166'135	2.01%	115'127'684	5'352'477	4.88%
Cycle d'orientation	33'721'438	35'292'362	1'570'924	4.66%	35'864'490	572'128	1.62%	37'332'910	1'468'420	4.09%
Participation canton pour CO	236'469	216'882	-19'587	-8.28%	218'000	1'118	0.52%	218'000	0	0.00%
Institutions spécialisées	0	34'375'686	34'375'686		36'200'900	1'825'214	5.31%	38'680'410	2'479'510	6.85%
3 Culture et loisirs										
Total	6'832'463	6'749'919	-82'544	-1.21%	6'642'190	-107'729	-1.60%	6'815'150	172'960	2.60%
Total	437'818	403'350	-34'468	-7.87%	300'000	-103'350	-25.62%	310'000	10'000	3.33%
4 Santé										
Total	208'227	241'518	33'291	15.99%	220'000	-21'518	-8.91%	230'000	10'000	4.55%
5 Affaires sociales										
Financement AVS et AI	5'362'662	0	-5'362'662	-100.00%	0	0		0	0	
Allocations familiales	894'598	644'741	-249'857	-27.93%	913'000	268'259	41.61%	688'200	-224'800	-24.62%
Institutions spécialisées	83'087'037	55'469'907	-27'617'130	-33.24%	61'675'520	6'205'613	11.19%	65'323'500	3'647'980	5.91%
Soins spéciaux EMS	25'867'653	30'982'950	5'115'297	19.77%	32'005'600	1'022'650	3.30%	37'954'400	5'948'800	18.59%
Aide sociale communes	2'500'104	2'598'082	97'978	3.92%	2'801'000	202'918	7.81%	2'828'500	27'500	0.98%
Aide sociale canton	13'424'063	14'326'014	901'951	6.72%	14'950'000	623'986	4.36%	16'100'000	1'150'000	7.69%
Fonds d'emploi	3'685'374	3'222'444	-462'930	-12.56%	4'050'000	827'556	25.68%	4'125'000	75'000	1.85%

FLUX FINANCIERS ENTRE LES COMMUNES ET L'ÉTAT - 2008 à 2011

Annexe 1

	Comptes 2008	Comptes 2009	variation 2008-2009	en %	Budget 2010	variation 2009-2010	en %	Budget 2011	variation 2010-2011	en %
Flux communes → État										
Flux État → communes										
6 Transports et communications										
Total	12'007'420	13'066'821	1'059'401	8.82%	13'784'600	717'779	5.49%	14'657'200	872'600	6.33%
7 Environnement										
Interventions pour catastrophe	77'326	33'064	-44'262	-57.24%	75'000	41'936	126.83%	30'000	-45'000	-60.00%
Lacs et cours	14'228	26'561	12'333	86.68%	200'000	173'439	652.98%	300'000	100'000	50.00%
8 Économie										
Forêts	6'942'962	9'508'430	2'565'468	36.95%	8'235'000	-1'273'430	-13.39%	8'586'000	351'000	4.26%
9 Finances										
Impôts sur les véhicules	23'084'776	23'859'004	774'228	3.35%	24'510'600	651'596	2.73%	24'707'100	196'500	0.80%
Frais perception impôts véhicules	554'035	572'617	18'582	3.35%	588'250	15'633	2.73%	592'970	4'720	0.80%
<i>Flux net État → communes</i>	<i>22'530'741</i>	<i>23'286'387</i>	<i>755'646</i>	<i>3.35%</i>	<i>23'922'350</i>	<i>635'963</i>	<i>2.73%</i>	<i>24'114'130</i>	<i>191'780</i>	<i>0.80%</i>
Péréquation financières - besoins	0	0			0			12'241'900	12'241'900	
Compensation pour RPT	3'000'000	3'000'000	0	0.00%	3'000'000	0	0.00%	0	-3'000'000	
Agglomération et contribution LIM	67'000	20'546	-46'454	-69.33%	11'000	-9'546	-46.46%	10'000	-1'000	-9.09%
Flux total communes → État	292'055'460	308'205'046	16'149'586	5.53%	327'453'847	19'248'801	6.25%	348'153'472	20'699'625	6.32%
Flux total État → communes	47'310'751	61'510'529	14'199'778	30.01%	61'559'400	48'871	0.08%	72'631'000	11'071'600	17.99%
Flux net communes → État	244'744'709	246'694'517	1'949'808	0.80%	265'894'447	19'199'930	7.78%	275'522'472	9'628'025	3.62%

Transferzahlungen zwischen der Gemeinde und dem Staat - MURTEN

Anhang 2

Budgetposten	Grund der Transferzahlung	Rechnung	Rechnung	Budget	Abweichung		Budget	Abweichung		
		2008	2009	2010	2009-2010	in %	2011	2010-2011	in %	
1 Öffentliche Sicherheit										
3	14.351	FB : Kosten Alarmzentrale	0	717	3'000	2'283		3'000	0	
4	14.451	FB : Kantonsbeitrag für den Unterhalt der örtlichen Schutzorganisationen	0	0	0	0		0	0	
3	16.351	ZS : Beteiligung an den kantonalen Ausgaben	18'528	16'994	18'000	1'006	5.92%	18'000	0	0.00%
3		Öffentliche Sicherheit - Total Aufwand	18'528	17'711	21'000	3'289	18.57%	21'000	0	0.00%
4		Öffentliche Sicherheit - Total Ertrag	0	0	0	0		0	0	
2 Bildung										
3	20.351	Beteiligung an den kantonalen Ausgaben, Kindergarten	300'609	446'892	670'000	223'108	49.92%	512'000	-158'000	-23.58%
4	20.451	Rückerstattung des Kantons für den Schulbus	0	0	0	0		0	0	
4	99.451	Ausserordentliche Einnahmen, 2-Jahres-Kindergarten	0	220'904	222'000	1'096	0.50%	215'000	-7'000	-3.15%
3	21.351	Beteiligung an den kantonalen Ausgaben, Primarschule	2'064'298	1'327'721	1'509'000	181'279	13.65%	1'052'000	-457'000	-30.28%
4	21.451	Rückerstattung des Kantons für den Schulbus	0	14'320	12'000	-2'320		14'000	2'000	
3	22.351	Beitrag an Sonderinstitutionen für behinderte Personen - Sonderschulen	0	851'423	897'000	45'577	5.35%	861'000	-36'000	-4.01%
3	22.351	Beitrag an Sonderinstitutionen - pädagogisch-therapeutische Massnahmen privater Anbieter	42'410	46'766	44'000	-2'766	-5.91%	43'000	-1'000	-2.27%
3	23.351	Anteil an den kantonalen Auslagen für Berufsschulen	81'302	91'789	103'000	11'212	12.21%	104'000	1'000	0.97%
3		Bildung - Total Aufwand	2'488'618	2'764'590	3'223'000	458'410	16.58%	2'572'000	-651'000	-20.20%
4		Bildung - Total Ertrag	0	235'224	234'000	-1'224	-0.52%	229'000	-5'000	-2.14%
3 Kultur und Freizeit										
3	30.351	Anteil an den Auslagen für das Konservatorium	139'057	139'658	145'000	5'342	3.82%	136'000	-9'000	-6.21%
3		Kultur und Freizeit - Total Aufwand	139'057	139'658	145'000	5'342	3.82%	136'000	-9'000	-6.21%
4 Gesundheit										
3	41.351	Anteil der kantonalen Subventionierung der Sonderbetreuung älterer Menschen	635'299	767'391	792'800	25'409	3.31%	844'000	51'200	6.46%
3	46.351	Schulzahnpflege, Besuch des Schularztes	0	0	0	0		0	0	
3		Gesundheit - Total Aufwand	635'299	767'391	792'800	25'409	3.31%	844'000	51'200	6.46%

Transferzahlungen zwischen der Gemeinde und dem Staat - MURTEN

Anhang 2

Budgetposten	Grund der Transferzahlung	Rechnung	Rechnung	Budget	Abweichung		Budget	Abweichung		
		2008	2009	2010	2009-2010	in %	2011	2010-2011	in %	
5 Soziale Wohlfahrt										
3	50.351	Anteil an der Finanzierung der AHV/IV	116'685	-15'020	-15'020	0	0.00%	-15'020	0	
3	55.351	Beitrag an Sonderinstitutionen für behinderte Personen	2'040'584	1'373'888	1'527'600	153'712	11.19%	1'453'000	-74'600	-4.88%
3	58.351	Anteil an den kantonalen Auslagen für die Sozialdienste	9'696	8'128	11'900	3'772	46.40%	10'400	-1'500	-12.61%
3	58.351	Anteil an den Kosten für die Hilfe an Opfer von Straftaten	2'678	3'655	4'800	1'145	31.33%	4'600	-200	-4.17%
3	58.351	Anteil an den nicht rückerstatteten Alimenten	39'965	40'257	41'400	1'143	2.84%	35'000	-6'400	-15.46%
3	58.351	Beitrag an den kantonalen Beschäftigungsfonds	82'642	72'288	90'000	17'712	24.50%	95'000	5'000	5.56%
3	58.351	Anteil an den Familienzulagen für nichterwerbstätige Personen in bescheidenen Verhältnissen	21'971	15'969	22'700	6'731	42.15%	15'400	-7'300	-32.16%
4	58.451	Rückerstattung für Krankenversicherungbeiträge von Personen in bescheidenen Verhältnissen	545'619	626'397	650'000	23'603	3.77%	650'000	0	0.00%
3	<i>Soziale Wohlfahrt - Total Aufwand</i>		2'314'222	1'499'165	1'683'380	184'215	12.29%	1'598'380	-85'000	-5.05%
4	<i>Soziale Wohlfahrt - Total Ertrag</i>		545'619	626'397	650'000	23'603	3.77%	650'000	0	0.00%
6 Verkehr und Übermittlungswesen										
3	61.351	Anteil an den kantonalen Auslagen (Kantonsstrassen)	0	0	0	0		0	0	
3	65.351	Anteil an den kantonalen Auslagen (Regionalverkehr)	346'451	359'491	383'000	23'509	6.54%	396'000	13'000	3.39%
3	<i>Verkehr und Übermittlungswesen - Total Aufwand</i>		346'451	359'491	383'000	23'509	6.54%	396'000	13'000	3.39%
8 Volkswirtschaft										
3	81.351	Anteil an den Auslagen der kant. Forstverwaltung	0	0	0	0		0	0	
3	<i>Volkswirtschaft - Total Aufwand</i>		0	0	0	0		0	0	
9 Finanzen										
4	90.441	Motorfahrzeugsteuern	519'023	532'757	552'000	19'243	3.61%	552'000	0	
4	99.451	Entschädigung NFA	67'882	67'273	68'000	727	1.08%	0	-68'000	-100.00%
4	<i>Finanzen und Steuern - Total Ertrag</i>		586'905	600'030	620'000	19'970	3.33%	552'000	-68'000	-10.97%

Transferzahlungen zwischen der Gemeinde und dem Staat - MURTEN

Anhang 2

Budgetposten	Grund der Transferzahlung	Rechnung	Rechnung	Budget	Abweichung		Budget	Abweichung	
		2008	2009	2010	2009-2010	in %	2011	2010-2011	in %
3	TOTAL DER TRANSFERZAHLUNGEN GEMEINDE → STAAT (Gebundene Ausg	5'942'175	5'548'005	6'248'180	700'175	12.62%	5'567'380	#####	-10.90%
93.362	Beitrag an den Ressourcenausgleich	0	0	0	0		660'858	660'858	
93.462	Beitrag aus dem Ressourcenausgleich	0	0	0	0		0	0	
93.462	Beitrag aus dem Bedarfsausgleich	0	0	0	0		274'265	274'265	
GLOBALE AUSWIRKUNGEN FINANZAUSGLEICH UND TRANSFERZAHLUNGEN		5'942'175	5'548'005	6'248'180	700'175	12.62%	5'953'973	-294'207	-4.71%
<i>davon Auswirkungen des Systemwechsels - gemäss Tabelle GemA 2011</i>								554'884	8.88%
<i>davon Auswirkungen der realen Erhöhung 2010-2011 der Transferzahlungen Gemeinde → Staat</i>								260'677	4.17%

4	TOTAL DER TRANSFERZAHLUNGEN STAAT → GEMEINDE	1'132'524	1'461'652	1'504'000	42'348	2.90%	1'431'000	-73'000	-4.85%
----------	---	------------------	------------------	------------------	--------	-------	------------------	---------	--------

<i>ANALYSE DER ERGEBNISSE</i>	2008	2009	2010	2011
¹ TOTAL DES STRUKTURELLEN AUSWANDS, IN RECHNUNG / VORANSCHLAG	26'410'397	29'309'980	28'422'826	28'531'464
Gebundene Ausgaben (brutto) in % der strukturellen Ausgaben in Rechnung / Voranschlag	22.50%	18.93%	21.98%	20.87%
¹ TOTAL DES STRUKTURELLEN ERTRAGS RECHNUNG / VORANSCHLAG	27'676'290	29'775'830	28'467'850	29'682'655
Gebundene Ausgaben (brutto) in % der strukturellen Einnahmen in Rechnung / Voranschlag	21.47%	18.63%	21.95%	20.06%
² TOTAL DER MASSGEBENDEN DIREKTEN STEUERN (Steuerstatistik 2008)	20'712'674	20'712'674	20'712'674	20'712'674
³ Finanzielles Netto-Ergebnis beim Systemwechsel von der Klassifikation zum Finanzausgleich (gem. Tabelle GemA)	302'054	320'170	520'058	554'884
⁴ Finanzielles Netto-Ergebnis beim Systemwechsel von der Klassifikation zum Finanzausgleich, in Steuerpunkten	-1.46	-1.55	-2.51	-2.68

¹ **Struktureller Aufwand:** Total des laufenden Aufwands vor zusätzlichen Abschreibungen, der Zuweisung an nicht-obligatorische Reserven, nach Abzug der internen Verrechnungen

¹ **Struktureller Ertrag:** Total des laufenden Ertrags vor Verwendung der nicht-obligatorischen Reserven und Buchgewinnen, nach Abzug der internen Verrechnungen abgezogen

² **Massgebende direkte Steuern:** Steuerertrag der natürlichen und juristischen Personen, zum Steuerfuss von 100% der einfachen Kantonssteuer

³ *Durch den Wegfall der Klassifikation werden Gemeinden der Klassen 4, 5 und 6 verhältnismässig mehr an die kantonalen Töpfe bezahlen, da in Zukunft die Verteilung ausschliesslich aufgrund der Bevölkerungszahl erfolgt.*

Im Gegenzug zahlen die Gemeinden der Klassen 1, 2 und 3 weniger. Die Beträge des Finanzausgleichs dienen dazu, die finanziellen Auswirkungen des Systemwechsels teilweise auszugleichen; das GemA hat Tabellen veröffentlicht, die es erlauben das positive (+) oder negative (-) Nettoergebnis des Systemswechsels für die Gemeinden zu ermitteln.

⁴ *Das Nettoergebnis des Systemswechsels erlaubt die Berechnung, um wieviel die Steuerfüsse der direkten Steuern erhöht (+) werden müssten, um die zusätzlichen Beträge auszugleichen. Dabei werden die realen Erhöhungen der gebundenen Ausgaben nicht berücksichtigt. Oder umgekehrt, um wieviel die Steuerfüsse(-) aufgrund des Nettoergebnisses gesenkt werden könnten.*

Flux financiers entre la commune et l'État - HAUT-INTYAMON

Annexe 3

Poste budgétaire	Nature du transfert	compte 2008	compte 2009	budget 2010	variation		budget 2011	variation		
					2009-2010	en %		2010-2011	en %	
1 Ordre public										
3	14.351 PF : frais centrale d'alarme	2'094	1'997	2'500	503	25.21%	2'000	-500	-20.00%	
4	14.451 PF : subventions entretien des organismes locaux	0	0	0	0		0	0		
3	16.351 PC : participation aux dépenses cantonales	4'281	3'617	3'519	-98	-2.70%	3'595	76	2.15%	
3	<i>Ordre public - Total des charges</i>	6'376	5'614	6'019	406	7.23%	5'595	-424	-7.05%	
4	<i>Ordre public - Total des produits</i>	0	0	0	0		0	0		
2 Enseignement et formation										
3	20.351 Participation aux dépenses cantonales, classes enfantines	44'314	48'283	69'896	21'612	44.76%	120'716	50'820	72.71%	
4	20.451 Remboursement cantonal pour le bus scolaire	0	4'981	25'120	20'139	404.35%	11'500	-13'620	-54.22%	
4	99.451 Recettes extraordinaires, 2ème année d'école enfantine	0	49'180	51'676	2'496	5.08%	52'000	324	0.63%	
3	21.351 Participation aux dépenses cantonales, classes primaires	294'016	303'058	304'356	1'298	0.43%	594'911	290'555	95.47%	
4	21.451 Remboursement cantonal pour le bus scolaire	94'683	105'355	67'895	-37'460	-35.56%	117'544	49'649	73.13%	
3	22.351 Aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées/écoles spécialisés	0	119'591	125'941	6'350	5.31%	202'919	76'978	61.12%	
3	22.351 Aide aux institutions spécialisées - mesures pédago-thérapeutiques/prestataires privés	6'108	0	0	0		9'940	9'940		
3	23.351 Participation à l'Office cantonal de la formation professionnelle	23'289	19'565	21'825	2'260	11.55%	18'732	-3'093	-14.17%	
3	<i>Enseignement et formation - Total des charges</i>	367'726	490'498	522'017	31'520	6.43%	947'218	425'200	81.45%	
4	<i>Enseignement et formation - Total des produits</i>	94'683	159'516	144'691	-14'825	-9.29%	181'044	36'353	25.12%	
3 Culture et loisirs										
3	30.351 Participation aux dépenses du Conservatoire	29'466	33'309	29'093	-4'216	-12.66%	30'217	1'124	3.86%	
3	<i>Culture et loisirs - Total des charges</i>	29'466	33'309	29'093	-4'216	-12.66%	30'217	1'124	3.86%	
4 Santé										
3	41.351 Participation aux subventions cantonales des soins spéciaux pour personnes âgées	91'489	107'788	111'346	3'558	3.30%	199'110	87'764	78.82%	
3	46.351 Services dentaires scolaires, visites médicales des écoles	13'194	19'632	10'000	-9'632	-49.06%	7'000	-3'000	-30.00%	
3	<i>Santé - Total des charges</i>	104'684	127'420	121'346	-6'075	-4.77%	206'110	84'764	69.85%	

Flux financiers entre la commune et l'État - HAUT-INTYAMON

Annexe 3

Poste budgétaire	Nature du transfert	compte 2008	compte 2009	budget 2010	variation		budget 2011	variation		
					2009-2010	en %		2010-2011	en %	
5 Affaires sociales										
3	50.351	Participation aux dépenses cantonales AVS/AI	18'967							
3	55.351	Participation aux dépenses cantonales pour institutions spécialisées/pers. handicapées	293'864	192'980	214'566	21'586	11.19%	342'689	128'123	59.71%
3	58.351	Participation aux services sociaux spécialisés	2'574	3'453	3'034	-419	-12.14%	4'281	1'247	41.11%
3	58.351	Aide aux victimes d'infractions	427	574	743	169	29.43%	1'082	339	45.67%
3	58.351	Participation aux avances sur contributions d'entretien non récupérées	2'350	2'320	2'461	141	6.09%	8'236	5'775	234.61%
3	58.351	Contribution au fonds cantonal de l'emploi	20'090	17'220	21'525	4'305	25.00%	21'495	-30	-0.14%
3	58.351	Financement des allocations familiales aux non-actifs	3'426	2'243	3'176	933	41.60%	3'610	434	13.67%
4	58.451	Remboursement du canton des cotisations maladies payées par indigents	0	0	0	0		10'000	10'000	
3	<i>Affaires sociales - Total des charges</i>		341'698	218'790	245'504	26'715	12.21%	381'393	135'889	55.35%
4	<i>Affaires sociales - Total des produits</i>		0	0	0	0		10'000	10'000	
6 Transports et communications										
3	61.351	Participation aux dépenses cantonales (routes cantonales)	6'962	8'340	5'000	-3'340	-40.05%	16'527	11'527	230.54%
3	65.351	Participation aux dépenses cantonales (trafic régional)	39'510	40'979	43'551	2'572	6.28%	49'558	6'007	13.79%
3	<i>Transports et communications - Total des charges</i>		46'471	49'319	48'551	-768	-1.56%	66'085	17'534	36.11%
8 Économie										
3	81.351	Participation aux dépenses forestières cantonales	0	1'058	0	-1'058	-100.00%	500	500	
3	<i>Économie - Total des charges</i>		0	1'058	0	-1'058	-100.00%	500	500	
9 Finances et impôts										
4	90.441	Impôts sur les véhicules à moteur	119'465	120'795	126'872	6'077	5.03%	125'143	-1'729	-1.36%
4	99.451	Attribution compensation RPT	16'602	16'354	16'031	-323	-1.98%	0	-16'031	-100.00%
4	<i>Finances et impôts - Total des produits</i>		136'067	137'149	142'903	5'754	4.20%	125'143	-17'760	-12.43%

Flux financiers entre la commune et l'État - HAUT-INTYAMON

Annexe 3

Poste budgétaire	Nature du transfert	compte 2008	compte 2009	budget 2010	variation		budget 2011	variation	
					2009-2010	en %		2010-2011	en %
3	TOTAL DES FLUX FINANCIERS COMMUNS → ÉTAT (charges liées brutes)	896'420	926'006	972'530	46'524	5.02%	1'637'118	664'587	68.34%
93.362	Contribution à la péréquation des ressources	0	0	0	0		0	0	
93.462	Attribution de la péréquation des ressources	0	0	0	0		404'447	404'447	
93.462	Attribution de la péréquation des besoins	0	0	0	0		51'775	51'775	
	EFFETS GLOBAL PÉRÉQUATION + FLUX FINANCIERS	896'420	926'006	972'530	46'524	5.02%	1'180'896	208'365	21.43%
	<i>dont Effet du changement de système - selon tableau SCom 2011</i>							-129'851	13.35%
	<i>dont Effet de l'augmentation réelle 2010-2011 des flux financiers commune → État</i>							78'514	8.07%

4	TOTAL DES FLUX FINANCIERS ÉTAT → COMMUNE	230'749	296'665	287'594	-9'071	-3.06%	316'187	28'593	9.94%
----------	---	----------------	----------------	----------------	--------	--------	----------------	--------	-------

ANALYSE DES RÉSULTATS				budget 2011
¹ TOTAL DES CHARGES STRUCTURELLES DU COMPTE / BUDGET	compte 2008	compte 2009	budget 2010	6'417'271
Charges liées brutes en % des charges structurelles du compte / budget	5'970'666	6'536'706	5'775'866	18.40%
	15.01%	14.17%	16.84%	
¹ TOTAL DES PRODUITS STRUCTURELS DU COMPTE / BUDGET	5'976'787	6'557'027	5'699'586	6'072'244
Charges liées brutes en % des produits structurels du compte / budget	15.00%	14.12%	17.06%	19.45%
² TOTAL DES IMPÔTS REPRÉSENTATIFS DIRECTS (statistique fiscale 2008)	2'819'825	2'819'825	2'819'825	2'819'825
³ Effet financier net du passage du système de classification au profit du système de péréquation (tableaux SCom)	-53'333	-100'886	-116'528	-129'851
⁴ Effet net du passage du système de classification au profit du système de péréquation, en point d'impôts directs	1.89	3.58	4.13	4.60

¹ **charges structurelles** : total des charges de fonctionnement avant amortissements supplémentaires et attributions aux réserves non obligatoires, imputations internes soustraites

¹ **produits structurels** : total des produits de fonctionnement avant utilisation de réserves non obligatoires et gains comptables, imputations internes soustraites

² **impôts représentatifs directs** : rendement des impôts sur les personnes physiques et sur les personnes morales, aux coefficients de 100% de l'impôt cantonal de base

³ En abandonnant le système de classification, **les communes en classes 4, 5 et 6 contribueront proportionnellement plus aux pots communs cantonaux** étant donné que dorénavant la répartition sera calculée uniquement en fonction de la population. Et inversement pour les communes en classes 1, 2 et 3. Les montants de la péréquation sont destinés à **compenser partiellement les effets financiers du changement de système**;

le SCom a établi et publié les tableaux permettant de déterminer l'**effet financier net** pour les communes, positif (+) ou négatif (-), de ce changement de système.

⁴ L'effet financier net du changement de système permet de calculer **de combien les coefficients d'impôts directs devraient être augmentés (+) pour absorber ces montants supplémentaires**, sans prendre en compte l'augmentation réelle des charges liées. Ou inversement de combien les coefficients d'impôts pourraient être diminués (-) en raison de l'effet net constaté.

Effets du changement de système classification → péréquation
Effets négatifs, en franc par habitant

NF	communes	classe 2011	coeff. impôts PPH 2011	effets négatifs (-) en fr./hab.
2261	Greng	1	25.0	-2'304.35
2194	Ferpicloz	1	50.0	-2'269.55
2257	Cressier	1	64.9	-449.56
2043	Sévaz	5	70.0	-260.33
2179	Chésopelloz	1	60.0	-195.80
2299	Plaffeien	6	98.0	-179.74
2336	Semsaies	6	83.0	-177.24
2155	Vaulruz	6	79.0	-165.52
2197	Givisiez	2	64.9	-165.19
2099	Siviriez	1	65.0	-156.95
2127	Charmey	5	89.8	-155.69
2004	Bussy	6	71.5	-148.69
2281	Haut-Vully	2	58.3	-143.99
2213	Noréaz	6	80.0	-136.59
2162	Bas-Intyamon	6	83.2	-131.18
2153	Sorens	6	83.0	-130.46
2304	St. Ursen	6	80.6	-128.49
2152	Sâles	6	67.9	-124.92
2198	Granges-Paccot	2	67.8	-122.69
2185	Corserey	6	85.0	-118.77
2097	Rue	6	83.0	-116.28
2035	Nuvilly	6	87.9	-114.91
2272	Misery-Courtion	6	88.0	-114.34

communes dont les coefficients d'impôts
sont égaux ou supérieurs à 80%

2045	Vallon	6	78.0	-95.92
2270	Lurtigen	6	82.0	-94.29
2072	Ecublens	6	88.5	-93.37
2038	Prévondavaux	6	90.3	-91.61
2121	Haut-Intyamon	6	85.0	-90.61
2034	Murist	6	88.2	-88.93
2079	Grangettes	6	87.0	-86.75
2259	Galmiz	5	68.0	-83.77
2226	Treyvaux	6	92.1	-79.78
2014	Dompierre	6	90.0	-78.15
2296	Heitenried	6	81.0	-75.84
2033	Morens	6	88.0	-74.89
2135	Gruyères	5	84.5	-74.37
2047	Villeneuve	6	88.7	-71.35
2338	La Verrerie	6	80.0	-68.07
2113	Vuisternens-devant-Romont	6	88.4	-67.43
2129	Corbières	5	73.5	-66.46
2228	Villars-sur-Glâne	2	63.9	-65.63
2114	Villorsonnens	6	76.0	-65.04
2044	Surpierre	6	90.0	-63.00
2052	Vernay	6	80.0	-62.17
2172	Autafond	6	95.0	-61.44
2024	Léchelles	5	80.0	-51.72
2049	Vuissens	5	85.0	-51.38

Effets du changement de système classification → péréquation
Effets négatifs, en franc par habitant

NF	communes	classe 2011	coeff. impôts PPH 2011	effets négatifs (-) en fr./hab.
2233	Hauterive	5	74.0	-48.56
2126	Cerniat	6	100.0	-47.25
2134	Grandvillard	5	70.0	-40.90
2087	Mézières	6	83.0	-38.58
2011	Cugy	5	80.0	-35.41
2051	Delley-Portalban	4	49.9	-34.79
2063	Billens-Hennens	6	90.0	-31.94
2337	Le Flon	6	86.8	-30.56
2067	Le Châtelard	6	91.5	-27.53
2333	Remaufens	5	88.0	-26.94
2041	Saint-Aubin	5	80.0	-24.67
2274	Muntelier	1	58.0	-24.30
2276	Ried bei Kerzers	4	72.5	-24.28
2025	Lully	5	80.0	-15.16
2027	Ménières	5	88.1	-14.66
2298	Oberschrot	6	105.0	-10.47
2220	Le Mouret	5	80.0	-9.48
2112	Vuarmarens	6	80.0	-6.45
2086	Massonnens	6	91.2	-5.61
2123	Botterens	5	85.0	-3.55
2216	Pierrafortscha	2	85.0	-3.37
2061	Auboranges	5	67.0	-2.77
2149	La Roche	4	80.0	-1.96

communes dont les coefficients d'impôts
sont égaux ou supérieurs à 80%

Effets du changement de système classification → péréquation
Effets positifs, en franc par habitant

NF	communes	classe 2011	coeff. impôts PPH 2011	effets positifs (+) en fr./hab.
2262	Gurmels	5	80.0	7.34
2009	Cheiry	6	90.0	7.42
2089	Montet (Glâne)	5	70.0	8.66
2013	Domdidier	4	78.8	15.76
2138	Jaun	6	100.0	16.88
2137	Hauteville	5	77.7	17.78
2302	St. Antoni	5	81.1	17.86
2192	Farvagny	5	90.0	20.31
2160	Vuadens	5	87.8	23.82
2022	Gletterens	4	58.9	24.31
2115	Torny	5	72.7	24.91
2184	Corpataux-Magnedens	5	98.0	26.95
2039	Rueyres-les-Prés	5	79.0	28.57
2291	Alterswil	5	70.0	28.82
2145	Le Pâquier	5	88.5	29.50
2300	Plasselb	5	90.0	29.84
2217	Ponthaux	5	89.0	30.93
2223	Le Glèbe	5	89.0	32.05
2278	Ulmiz	5	79.5	32.56
2328	Granges	4	73.0	32.64
2173	Autigny	5	90.0	34.05
2294	Giffers	5	85.9	35.33
2280	Bas-Vully	3	62.3	36.32
2244	Büchslen	3	57.9	37.66
2264	Jeuss	5	83.0	43.38
2305	Schmitten	3	70.0	47.23
2222	Rossens	4	85.0	47.91
2050	Les Montets	5	77.4	47.94
2177	Chénens	5	81.7	48.17
2147	Pont-la-Ville	4	68.7	48.40
2068	Châtonnaye	5	75.0	48.44
2260	Gempenach	5	67.0	50.20
2335	Saint-Martin	5	87.0	54.20
2148	Riaz	4	68.0	54.66
2102	Ursy	4	70.0	58.61
2029	Montagny	5	83.6	61.85
2125	Bulle	3	74.3	63.56
2005	Châbles	4	78.4	65.67
2174	Avry	2	64.1	69.90
2310	Zumholz	6	100.0	70.43
2231	Vuisternens-en-Ogoz	5	99.5	75.54
2265	Kerzers	4	85.0	79.09
2116	La Folliaz	5	87.1	79.16
2283	Wallenried	4	85.0	81.73
2325	Châtel-Saint-Denis	3	83.6	81.84
2111	Villaz-Saint-Pierre	4	82.4	84.60
2235	La Sonnaz	4	76.8	84.75
2016	Fétigny	5	87.0	87.38
2251	Courlevon	4	80.0	89.24
2143	Morlon	4	84.3	89.97
2275	Murten	3	67.0	91.35
2196	Fribourg	2	77.3	91.67
2292	Brünisried	5	87.1	92.62
2308	Ueberstorf	4	76.0	95.12
2271	Meyriez	2	52.3	95.58
2017	Font	4	80.0	95.79

communes dont les coefficients d'impôts
sont égaux ou supérieurs à 80%

Effets du changement de système classification → péréquation
Effets positifs, en franc par habitant

NF	communes	classe 2011	coeff. impôts PPH 2011	effets positifs (+) en fr./hab.
2130	Crésuz	2	75.0	101.07
2295	Bösingen	4	70.0	101.69
2234	La Brillaz	4	91.4	101.98
2010	Cheyres	3	70.1	102.98
2131	Echarlens	4	70.0	104.35
2303	St. Silvester	5	102.0	111.05
2096	Romont	4	100.0	111.85
2243	Barberêche	4	90.0	113.33
2307	Tentlingen	4	76.1	118.07
2122	Pont-en-Ogoz	4	75.0	122.59
2175	Belfaux	4	81.0	124.25
2225	Senèdes	4	89.1	124.41
2208	Matran	3	65.0	125.97
2277	Salvenach	4	72.2	131.62
2206	Marly	3	80.0	135.07
2293	Düdingen	3	74.0	135.42
2230	Villarsel-sur-Marly	4	90.0	135.81
2266	Kleinbösingén	3	60.0	137.81
2309	Wünnewil-Flamatt	4	85.7	139.74
2186	Cottens	4	89.0	145.51
2301	Rechthalten	4	85.0	150.06
2124	Broc	4	92.0	150.53
2221	Prez-vers-Noréaz	4	84.0	154.46
2140	Marsens	4	69.2	158.58
2183	Corminboeuf	2	75.0	159.22
2323	Bossonnens	4	87.0	159.28
2200	Grolley	4	86.8	163.95
2254	Courtepin	4	85.0	169.52
2306	Tafers	3	75.0	193.36
2015	Estavayer-le-Lac	3	88.2	194.44
2250	Courgevaux	2	62.5	197.62
2066	Chapelle (Glâne)	3	75.0	197.99
2008	Châtillon	3	65.0	200.38
2211	Neyruz	3	85.0	201.42
2321	Attalens	3	78.5	209.83
2128	Châtel-sur-Montsalvens	3	79.5	211.07
2040	Russy	4	75.0	217.41
2258	Fräschels	3	75.0	241.21
2189	Ependes	3	79.0	255.06
2171	Arconciel	3	85.0	259.28
2279	Villarepos	3	80.0	269.25

communes dont les coefficients d'impôts
sont égaux ou supérieurs à 80%